



**1981**

**Premier rapport annuel**

**La Fondation canadienne pour la vérification intégrée**



**1981**  
**Premier rapport annuel**

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

	Page
• Conseil d'Administration et Comité exécutif.	1
• Officiers.	1
• Comités permanents:	2
– Pratiques et développement professionnel	
– Méthodologie	
– Activités internationales	
• Comités spéciaux	3
– Comité sur le projet de recherche No. 1	
– Première Conférence Annuelle	
– Deuxième Conférence Annuelle	
• Message du Président	4
• Événements importants de l'année inaugurale	8
• Pratiques et développement professionnel	10
• Développement méthodologique	13
• Recherche	15
• Activités internationales	17
• Première Conférence Annuelle	19
• Organisation	20
• Personnel de la FCVI	23
• Adhésions	26
• Commentaires sur les finances	27
• États financiers	28
• Liste des membres — le 31 mars, 1981	34

**PHOTOGRAPHIE À DROITE (EN HAUT)**

**PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES MEMBRES FONDATEURS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FCVI  
LES 12 ET 13 FÉVRIER 1980**

Première rangée (de gauche à droite)

W. A. Bradshaw, R. M. Rennie, J. J. Macdonell, H. Marcel Caron, Warren Chippindale,  
G. H. Cowperthwaite, Harry G. Rogers, K. G. Belbeck, D. R. Yeomans, J. M. Smith.

Deuxième rangée (de gauche à droite)

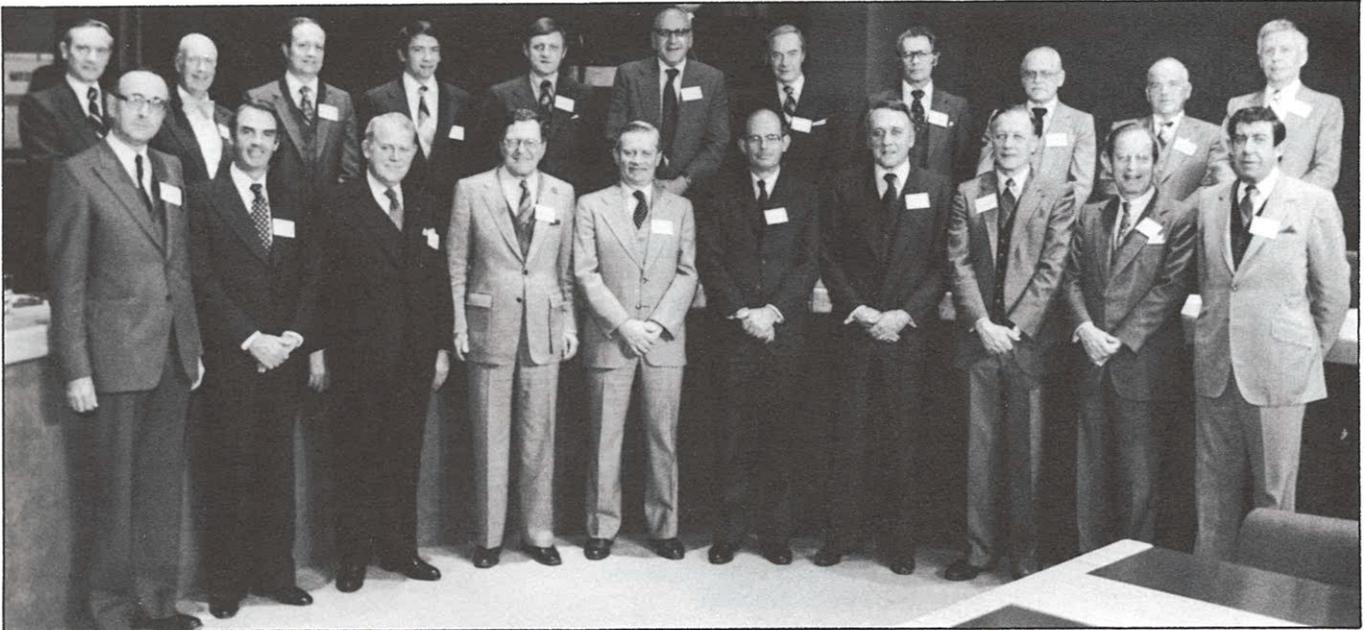
W. R. Sloan, J. D. Bradt, D. L. Meyers, Dr. L. S. Rosen, M. H. Rayner, T. Kaptein, Gordon Dunnet,  
Yvan Gaudette, Richard Mineau, Gérard Larose, F. N. Scott.

Absents

Dr. John J. Carson, K. S. Gunning, Dr. Pierre Laurin, Erma Morrison, Dr. Laurent Picard, D. W. Rogers.

PHOTOGRAPHIE PAR M. BEDFORD

## MEMBRES FONDATEURS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



**\* KENNETH G. BELBECK**

Président du cabinet Thorne  
Stevenson & Kellogg

**WILLIAM A. BRADSHAW**

Associé du cabinet Touche Ross  
& Cie

**JOHN D. BRADT**

Directeur de la vérification interne  
de la Compagnie Pétrolière  
Impériale Ltée.

**H. MARCEL CARON**

Associé et directeur du cabinet  
Clarkson Gordon

**DR. JOHN J. CARSON**

Doyen de la Faculté  
d'administration  
de l'Université d'Ottawa

**WARREN CHIPPINDALE**

Président et associé directeur  
général du cabinet Coopers &  
Lybrand

**GORDON H. COWPERTHWAIT**

Président, Peat, Marwick,  
Mitchell & Cie et  
Peat Marwick et Associés

**GORDON DUNNET**

Associé du cabinet Borden & Elliot

**\* YVAN GAUDETTE**

Vérificateur général adjoint  
du Canada

**KENNETH S. GUNNING**

Associé et directeur du cabinet  
Thorne Riddell

**T. KAPTEIN**

Vérificateur général de  
l'Île-du-Prince-Édouard

**GÉRARD LAROSE**

Ancien vérificateur général  
du Québec

**DR. PIERRE LAURIN**

Directeur de l'École des Hautes  
Études Commerciales

**\* JAMES J. MACDONELL**

Président

**D. LARRY MEYERS**

Sous-vérificateur général du Canada

**RICHARD MINEAU**

Vice-Président, services de  
conseillers en gestion du cabinet  
Price Waterhouse International

**ERMA P. MORRISON**

Vérificateur général de la  
Colombie-Britannique

**DR. LAURENT PICARD**

Doyen de la Faculté de  
gestion de l'Université McGill

**MICHAEL H. RAYNER**

Sous-vérificateur général  
du Canada

**\* ROBERT M. RENNIE**

Président du cabinet  
Touche Ross & Cie

**DOUGLAS W. ROGERS**

Vérificateur général de l'Alberta

**HARRY G. ROGERS**

Contrôleur général du Canada

**DR. L.S. ROSEN**

Professeur à l'Université York

**\* F. NORMAN SCOTT**

Vérificateur provincial de l'Ontario

**WILLIAM R. SLOAN**

Associé du cabinet Arthur  
Andersen & Cie

**JACK M. SMITH**

Ancien Président du cabinet  
Woods Gordon

**DONALD R. YEOMANS**

Commissaire au Service  
correctionnel du Canada

\*Membre du Comité exécutif

**OFFICIERS**

Président:	<b>James J. Macdonell</b>
Vice-président:	<b>Kenneth G. Belbeck</b>
Vice-président:	<b>Robert M. Rennie</b>
Trésorier:	<b>F. Norman Scott</b>
Secrétaire:	<b>Yvan Gaudette</b>
Directeur administratif:	<b>Jean-Pierre Boisclair</b>

---

# COMITÉS DE LA FONDATION CANADIENNE POUR LA VÉRIFICATION INTÉGRÉE 1980-1981

---

---

## COMITÉ SUR LES PRATIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL.

---

### LES PRÉSIDENTS

**W. ROSS WALKER,**  
Associé directeur général,  
Toronto, du cabinet Peat, Marwick  
Mitchell & Cie.

### LES MEMBRES

**ALAN J. DILWORTH,**  
Associé du cabinet  
Touche Ross & Cie.

**P. HOWARD LYONS,**  
Associé du cabinet  
Deloitte, Haskins & Sells.

**GUY MARTIN,**  
Associé du cabinet  
Raymond, Chabot, Martin,  
Paré & Associés

**MICHAEL H. RAYNER,**  
Sous-Vérificateur général du Canada

**LAWRENCE S. ROSEN,**  
Professeur à l'Université York.

**WILLIAM R. SLOAN,**  
Associé du cabinet  
Arthur Anderson & Cie.

---

## COMITÉ DE MÉTHODOLOGIE

---

**EDWARD W. NETTEN,**  
Associé directeur général du cabinet  
Price Waterhouse Associés

**RODNEY J. ANDERSON,**  
Associé principal du cabinet  
Clarkson Gordon, Toronto

**KENNETH F.Y. BAYNTON,**  
Associé directeur général  
Edmonton — du cabinet  
Thorne Riddell.

**DONALD A. BROWN,**  
Associé du cabinet  
Coopers & Lybrand.

**ALWYN D. LLOYD,**  
Associé du cabinet  
MacGillivray & Cie.

**D. LARRY MEYERS,**  
Sous-Vérificateur général du Canada.

**RONALD B. ROBINSON,**  
Associé du cabinet  
Thorne, Stevenson & Kellogg.

---

## COMITÉ INTERNATIONAL

---

**WILLIAM H. BARTON,**  
Ancien ambassadeur du Canada,  
aux Nations Unies.

**DR. JOHN J. CARSON,**  
Doyen de la Faculté de  
d'administration de  
l'Université d'Ottawa.

**GORDON H. COWPERTHWAITTE,**  
Président,  
Peat, Marwick, Mitchell & Cie.  
et Peat, Marwick et Associés.

**YVAN GAUDETTE,**  
Vérificateur général adjoint, Canada.

**LEWIS PERINBAM,**  
Vice-président, Agence canadienne  
de développement international

**EDWARD R. ROWE,**  
Sous-vérificateur général-Canada.

**G. PETER WILSON,**  
Sous-vérificateur général — Canada.

## COMITÉ SUR LE PROJET DE RECHERCHE NO. 1

---

### LE PRÉSIDENT

**ALAN G. MARTIN,**  
Ancien vice-président,  
Comité permanent  
des comptes publics,  
Parlement du Canada.

### LES MEMBRES

**PAUL CORMIER,**  
Sous-vérificateur général  
de la Nouvelle-Écosse.

**C.E.S. FRANKS,**  
Professeur  
Département des études politiques de  
l'Université Queen's.

**ALISTAIR FRASER,**  
Ancien Greffier de la  
Chambre des communes.

**ERNEST HALL,**  
M.L.A., Président,  
comité des comptes publics,  
Colombie-Britannique.

**ANGUS REE,**  
M.L.A., Secrétaire  
comité des comptes publics,  
Colombie-Britannique.

**PATRICK REID,**  
M.P.P., Président,  
comité des comptes publics,  
Ontario.

**MICHAEL H. RAYNER,**  
Sous-vérificateur général  
du Canada.

## COMITÉ POUR LA PREMIÈRE CONFÉRENCE ANNUELLE

---

### LE PRÉSIDENT

**RODNEY J. ANDERSON,**  
Associé principal,  
du cabinet Clarkson Gordon, Toronto

**GÉRARD LAROSE,**  
Ancien Vérificateur général du Québec.

**W. ROSS WALKER,**  
Associé directeur général  
Toronto, du cabinet  
Peat, Marwick, Mitchell & Cie.

### LE SECRÉTAIRE

**WILLIAM F. RADBURN,**  
Vérificateur général adjoint du Canada.

**EDWARD W. NETTEN,**  
Associé directeur général du cabinet  
Price Waterhouse Associés

**MICHAEL H. RAYNER,**  
Sous-vérificateur général du Canada

## COMITÉ POUR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE

---

### LE PRÉSIDENT

**L. DENIS DESAUTELS**  
Associé du cabinet  
Clarkson Gordon

**JOHN D. BRADT,**  
Directeur de la vérification  
interne de la Compagnie  
Pétrolière Impériale Ltée.

**JOHN J. KELLY,**  
Vérificateur général adjoint,  
Canada.

### LE SECRÉTAIRE

**PETER ARMSTRONG,**  
Directeur,  
Bureau du Vérificateur  
Général du Canada.

**DONALD A. BROWN,**  
Associé du cabinet  
Coopers & Lybrand.

**JIM HAWKES,**  
Député, Calgary-Ouest.

**F. NORMAN SCOTT,**  
Vérificateur provincial  
de l'Ontario.

**GUY TRUDEL,**  
Vérificateur de la Ville  
de Montréal.

---

## MESSAGE DU PRÉSIDENT

---

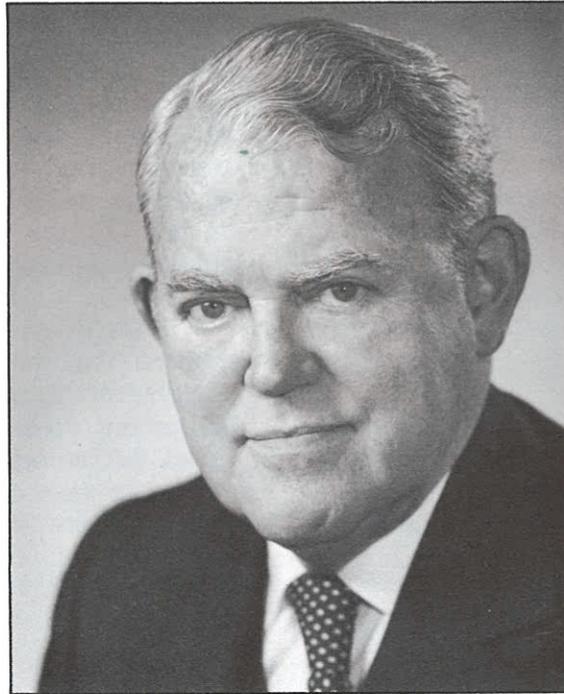
Au nom du Conseil d'administration, j'ai le plaisir de soumettre ce premier rapport annuel de la Fondation canadienne pour la vérification intégrée.

Il est difficile de résumer une année inaugurale, sauf pour dire que ce fut une année de défi, de dur labeur et de progrès évident. Ce fut une année d'édification, de mise en place de l'organisation capable d'assumer les objectifs de la Fondation dans l'année à venir.

Le nombre et la diversité des organisations et des individus qui sont devenus membres de la Fondation la première année de son existence nous encourage fortement à poursuivre nos objectifs avec force et détermination.

La Fondation se consacre à rencontrer, d'une manière substantive, le défi d'un rôle plus large et plus important pour la vérification intégrée dans le processus d'imputabilité, aussi bien à l'heure actuelle qu'à l'avenir. Le principe qu'à tous les niveaux du secteur public il existe un besoin pour un genre spécial de vérification est inhérent à notre engagement d'élargir le rôle de la vérification. De telles vérifications intégrées sont nécessaires afin de donner plus de poids aux rapports d'imputabilité des gestionnaires de programmes et de fonds publics.

En attestant la véracité d'informations pour le secteur public qu'il satisfait, des exigences minimum de



rapports examinant son économie, son efficacité et son efficacité, la vérification intégrée comble ce qui auparavant constituait une lacune dans la chaîne d'imputabilité. Son utilisation, par des vérificateurs internes aussi bien qu'externes, non seulement ajoute une crédibilité nécessaire aux rapports d'imputabilité, mais également encourage la préparation de meilleurs rapports sur l'utilisation des fonds publics là où de tels rapports n'avaient traditionnellement pas

été préparés. Avec le temps, on devrait aussi considérer l'application de ce concept dans le secteur privé.

Les objectifs de la Fondation se concentrent sur, et reflètent, le besoin de développer des techniques, et de former en même temps un ensemble de spécialistes capables de les appliquer. La Fondation tient également à développer des méthodes d'utilisation du concept de la vérification intégrée à tous les niveaux du secteur public.

Il est possible que l'élément le plus satisfaisant de cette année ait été la croissance visible de l'intérêt porté à la vérification intégrée, ainsi que son acceptation, et la préoccupation en résultant en faveur d'une meilleure imputabilité dans le secteur public.

Cet intérêt et cette acceptation furent peut-être démontrés le plus clairement par les rapports du Comité des comptes publics du Parlement du Canada,

et par ceux de la Province de l'Ontario. Dans son quatrième rapport, le Comité permanent des comptes publics du Parlement recommanda une loi qui permettrait au Vérificateur général de mettre sur pieds un programme de vérification intégrée des sociétés de la Couronne appartenant entièrement à l'État.

Le Comité permanent des comptes publics de l'Assemblée législative de l'Ontario recommanda dans un rapport unanime que le gouvernement de l'Ontario exige qu'une vérification intégrée soit faite pour toutes ses agences, conseils et commissions, et que la vérification intégrée soit exigée dans tous les organismes recevant des fonds publics.

Le gouvernement de l'Ontario a en conséquence donné ordre que tous les ministères et toutes les agences soient soumis à des vérifications internes compréhensives.

Le besoin que des comptables et que des vérificateurs professionnels accordent plus d'importance aux problèmes d'imputabilité du secteur public a été également souligné lorsque l'Institut canadien des comptables agréés a récemment formé un Comité des normes de comptabilité et de vérification dans les gouvernements et pour tous autres organismes financés par des fonds publics. Au moins un institut provincial de comptables agréés a formé un comité pour étudier l'application de la vérification intégrée.

Pour répondre à l'intérêt croissant dans ce domaine, le directeur administratif, le directeur de la méthodologie et du perfectionnement et moi-même, avons été occupés à donner à divers groupes des informations sur la vérification intégrée et sur les objectifs et les activités de la FCVI.

Sa première année d'opérations, la Fondation a appliqué le principe qui constitue sa véritable raison d'être. Ce principe est que la FCVI consiste en un regroupement d'intérêts publics et privés, nécessaires pour remplir ses objectifs.

Des contributions intellectuelles et professionnelles majeures ont été apportées par le Bureau du vérificateur général (BVG), où le concept de vérification intégrée a été en développement depuis 1974 et appliqué depuis 1977. Cependant, le support et la participation intellectuelle et financière du secteur public et du secteur privé est nécessaire à la poursuite de recherches appliquées pour développer une méthodologie de vérification intégrée, à la préparation et à l'offre de cours de développement professionnel, de publications et de conférences, et à la conduite de recherche fondamentale.

Notre première année d'existence montre ce regroupement d'intérêt non seulement sous l'angle financier, mais également dans la manière dont des spécialistes extrêmement qualifiés ont travaillé ensemble pour apporter leur contribution à nos premiers cours de perfectionnement professionnel, à nos publications, à notre conférence annuelle et à toutes nos autres activités.

Ce principe de regroupement se reflète également dans la composition du Conseil d'administration en 1980-1981. Le Conseil est composé de personnes se trouvant au premier plan du secteur public, du secteur privé et de la communauté universitaire. La structure de notre Comité professionnel et de notre personnel illustre le même principe.

Si l'on fait un examen plus approfondi de l'année, on doit noter que, en réalité, les activités de la Fondation n'ont réellement commencé qu'avec notre première conférence annuelle, et l'acquisition de nos propres locaux et d'un personnel restreint. Pendant cette période allant de mi-septembre 1980 à mars 1981, la Fondation fit face aux défis majeurs de commencer son programme de cours de développement professionnel, de publier le texte de sa première conférence annuelle, d'entreprendre son premier projet de recherche, d'expliquer la vérification intégrée à de nombreux groupes intéressés, de faire le travail de base nécessaire à la publication

de guides de méthodologie dans le cadre de son programme d'échanges sur la méthodologie, d'acquérir des ressources en personnel professionnel et administratif et en services de soutien, et d'établir des processus d'organisation et d'administration. Bien que certaines parties de ce travail peuvent ne pas être évidentes pour ceux qui ne sont pas directement impliqués, il occasionnera dans le courant de l'année prochaine des programmes et des produits qui devraient apporter des avantages considérables à nos membres. Le travail de l'année dernière devrait également servir à planifier un cours efficace et pratique d'activités futures pour la FCVI.

Les événements importants de l'année, qui sont exposés dans la prochaine section de ce rapport, donnent un résumé des activités et des publications, cours et services qui ont été offerts à nos membres.

Mon rapport ne serait pas complet si je ne mettais pas l'accent sur le fait que le succès de la Fondation dans l'accomplissement de ses objectifs nécessite tout le soutien, la participation et l'aide de ses membres.

La Fondation a eu la chance d'obtenir ce soutien l'an dernier. Au nom des membres et du Conseil d'administration, je remercie tous ceux qui ont oeuvré à faire démarrer et la Fondation et ses activités pendant cette année inaugurale. Il est difficile de distinguer un groupe ou un individu particulier, mais je voudrais remercier plus particulièrement mes collègues du Comité exécutif, Messieurs Kenneth G. Belbeck, Robert W. Rennie, F. Norman Scott et Yvan Gaudette, qui donnèrent généreusement leur temps, leurs efforts et leur expérience. Je voudrais également remercier spécialement ceux qui ont servi en qualité de présidents et de membres des Comités de la Fondation, et ceux qui ont fait partie du corps professoral pour le cours de développement professionnel de la FCVI. Notre comité de la première conférence annuelle, présidé par M. Rodney J. Anderson, a organisé avec succès la première activité officielle

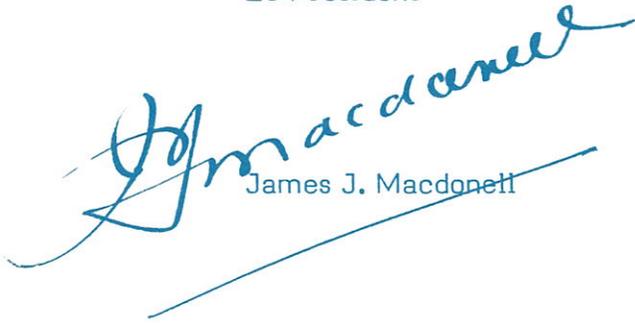
de la Fondation pour le bénéfice de tous ses membres. Le vif intérêt, le dur travail et la persévérance de M. William F. Radburn, en qualité de secrétaire de la conférence, méritent une mention et des remerciements spéciaux. Messieurs John J. Kelly et Hugh R. Hanson ont démontré une capacité, un enthousiasme et un dévouement au plus haut degré en terminant avec succès la première étude de recherche de la Fondation.

Le Bureau du vérificateur général du Canada a jusqu'à présent été l'utilisateur le plus important de la vérification intégrée. La direction et le personnel de ce Bureau ont beaucoup fait pour perfectionner à la fois la méthodologie et les méthodes utilisées et pour développer les cours de perfectionnement professionnels en vérification intégrée. Pendant l'année, le Bureau du vérificateur général a fourni la plus grande partie des éléments de matériel et de cours ayant été, ou devant bientôt être offerts aux membres de la FCVI. Notre première année, le support de ce Bureau a constitué une contribution vitale surtout lorsque l'on considère la participation d'un certain nombre de ses employés supérieurs dans les comités de la Fondation, dans notre projet de recherche et dans d'autres domaines. Au nom de tous les membres, je voudrais exprimer ma gratitude au Bureau du vérificateur général.

Bien que beaucoup ait été accompli pendant notre année inaugurale, il reste beaucoup à faire dans les années à venir. Le développement de techniques de vérification intégrée et l'offre de programmes de développement professionnel nécessaires demeureront naturellement les priorités principales de la FCVI à l'avenir. Les méthodes d'application du concept de vérification intégrée dans des environnements divers du secteur public et du secteur des sociétés constitueront un défi majeur. Nous avons déjà commencé à structurer nos comités et à orienter nos activités dont les cours de développement professionnel pour permettre de satisfaire aux exigences liées à l'utilisation de ce concept dans différents secteurs.

Notre programme pour 1982 est ambitieux. Cependant, avec le support et la participation constante de nos membres, je suis convaincu que nos objectifs, tels qu'énoncés dans ce rapport, pourront être accomplis.

Le Président



James J. Macdonell

---

## ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DE L'ANNÉE INAUGURALE DE LA FONDATION

---

1980-1981 l'année inaugurale de la Fondation a été le témoin de succès significatifs dans divers domaines touchant notre activité principale.

### ADHÉSIONS

---

La campagne d'adhésion a été fructueuse et, au 31 mars 1981, s'est traduite par l'adhésion de soutien de quelques 63 bureaux de vérification législatifs et cabinet d'experts comptables et/ou de sociétés de conseillers en gestion. Le nombre de membres individuels était supérieur à 500. Un certain nombre d'organismes de vérification internes, représentant un échantillon varié des secteurs public et privé sont devenus membres souscripteurs.

### NORMES PROFESSIONNELLES ET ÉLABORATION DES MÉTHODES

---

Trois cours de développement professionnel ont été offerts sur la base de la vérification intégrée et l'inscription à deux de ceux-ci fut maximale. Deux de ces cours étaient offerts en anglais, et un en français.

Le plan et les dates d'un cours de développement professionnel ont été préparés pour 1982 et couvre les besoins de cours et d'actualité et touchant des domaines précis.

Les débats de la première conférence annuelle ont été préparés, traduits et envoyés à tous les membres.

La Fondation a mis sur pied un programme d'échange de méthodes et a publié plusieurs guides, pour les divers domaines de vérification intégrée.

En date du 1er avril 1981, la Fondation a nommé à plein temps, un

directeur de la méthodologie et du perfectionnement, et un coordonnateur de projets. Ces nominations donneront le soutien administratif et professionnel nécessaire aux programmes de perfectionnement et d'élaboration des méthodes.

### RECHERCHE

---

Le Conseil d'administration a approuvé le premier projet de recherches de la FCVI, intitulé "La Commission des comptes publics et les vérificateurs législatifs - Une plus grande imputabilité". Il a nécessité des entretiens avec des vérificateurs législatifs, des membres des Comités des comptes publics et des fonctionnaires cadres en provenance de tout le Canada ainsi qu'une étude des recherches publiées et des lois. Le rapport traduit une approche pratique et vise à améliorer l'imputabilité aux niveaux supérieurs de gouvernement au Canada.

### ACTIVITÉS INTERNATIONALES

---

La FCVI a commencé son programme international d'assistance aux bureaux de vérification (programme de bourses) avec le soutien financier de l'Agence canadienne de développement international. M. William H. Barton, ancien ambassadeur canadien aux Nations-Unies, a été nommé directeur de ce programme et président du Comité international de la Fondation.

Après avoir visité 20 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine et des Antilles et conformément aux exigences de l'ACDI, 10 candidats boursiers de la FCVI furent nommés.

Les candidats de Singapour, du Ghana, des Philippines et de Malaisie sont depuis arrivés au Canada et ont été placés au Bureau du vérificateur général du Canada.

En 1981, la Fondation a reçu son premier membre international. Le gouvernement du Mexique est devenu membre souscripteur le 1er avril 1981.

## PREMIÈRE CONFÉRENCE ANNUELLE

---

Plus de 350 personnes ont assisté à la première conférence annuelle, ayant eu lieu du 21 au 23 septembre 1981 à Ottawa. Le succès de cette conférence a constitué un bon augure de départ pour les programmes de la FCVI.

## FINANCES

---

Principalement parce que le nombre de membres a été plus important qu'anticipé, mais également parce que les dépenses de bureau et de personnel ne débutèrent qu'à la mi-septembre 1980, les revenus ont été supérieurs aux dépenses en 1980-1981. L'excédent en résultant a fourni la liquidité nécessaire aux premiers mois de 1982 et a permis à la FCVI de maintenir sa structure de cotisations au même niveau que celui de la première année.

## ORGANISATION

---

La FCVI a loué des bureaux en septembre 1980. Cela a impliqué l'acquisition d'équipement de bureau nécessaire et, en mars 1981, un matériel de traitement des mots a été acquis afin de traiter les renseignements d'adhésion et les publications de la Fondation.

Un groupe administratif restreint, mais dévoué, a été formé cette année. Deux assistants administratifs sont provi-

soirement secondé à la Fondation par les Bureaux du vérificateur général du Canada et du Contrôleur général du Canada. Deux autres personnes fournissent les services administratifs, cléricaux et opérationnels.

## LIAISON AVEC LES MEMBRES

---

Deux rapports d'activités ont été envoyés à nos membres, afin de les tenir au courant des activités et des projets de la Fondation. Plus récemment, deux réunions de membres eurent lieu, l'une à Montréal et l'autre à Toronto. Ces réunions fournirent à un grand nombre de membres la possibilité d'écouter directement les dirigeants de la FCVI, de poser des questions et d'offrir leurs commentaires et suggestions.

Un nouveau format pour 1982 fut développé afin de donner des renseignements périodiques aux membres.

## CONFÉRENCES

---

Le président, le directeur administratif et le directeur de la méthodologie et du perfectionnement ont pris la parole devant plusieurs groupes pendant l'année, afin de répondre au vif intérêt manifesté pour la vérification intégrée et le travail de la FCVI. En tout, 16 invitations furent acceptées, comprenant des conférences à des universités, à des institutions professionnelles et à d'autres groupes dans tout le Canada. Ces invitations fournirent une opportunité précieuse d'explorer le concept de la vérification intégrée, de présenter la FCVI, et de nous aider à remplir notre objectif de promouvoir le développement de la vérification intégrée.

---

## PRATIQUES ET DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

---

Les normes professionnelles et le perfectionnement comprennent, en gros, trois domaines:

- les cours de perfectionnement;
- la recherche; et
- l'examen du matériel et du développement des normes professionnelles des membres.

Les activités de la Fondation dans les deux premiers domaines ont commencé la première année. Le troisième domaine a nécessité l'élaboration d'une méthode pratique et permanente devant être appliquée à partir de 1982.

### **Comité des normes professionnelles et du perfectionnement**

Toutes les activités touchant les normes professionnelles et le perfectionnement de la Fondation sont sous la responsabilité du Comité des normes professionnelles et du perfectionnement de la FCVI. Il suggère les sujets du cours et le programme, identifie les projets possibles de recherche, et les recommande au Comité exécutif et au Conseil d'administration. Il gère également et approuve pour distribution toutes les publications, y compris les études de recherches. Également, le Comité NPP donne des conseils sur la distribution des publications de la FCVI et sur le programme d'échange des méthodes.

Le Comité s'est réuni plusieurs fois cette année, afin de réviser divers documents avant leur publication par la FCVI. En outre, des membres individuels ont également donné de leur temps pour revoir et corriger le premier projet de recherche de la Fondation. Tout récemment le Comité des normes professionnelles et du perfectionnement, en liaison avec le Comité de la méthodologie de la

FCVI, a évalué les directions futures des activités de la FCVI, dans ces secteurs où les fonds publics sont employés et où la vérification intégrée devrait être développée. Ces secteurs comprennent quatre grandes catégories: le secteur des sociétés, comprenant les sociétés de la Couronne ou les sociétés possédées et contrôlées par le gouvernement; le secteur institutionnel, comprenant les universités, les hôpitaux et les organisations charitables ou de services sociaux; le secteur législatif comprenant les deux niveaux supérieurs de gouvernement; et les gouvernements locaux, comprenant les municipalités, les conseils scolaires, les commissions scolaires et autres organismes comparables. A la suite des délibérations du Comité sur ces questions et étant donné l'intérêt exprimé par les membres de la FCVI et d'autres personnes, il est probable qu'une restructuration des rôles et de la composition de ces Comités ait lieu.

L'une des recommandations les plus importantes du comité NPP pendant 1980-1981 a été celle de la nomination à plein temps d'un directeur de la méthodologie et du perfectionnement.

Cette nomination a été motivée par la priorité élevée accordée par le Conseil d'administration de la FCVI à nos objectifs et activités de perfectionnement, et par l'importance de la tâche d'établissement d'un programme efficace de perfectionnement.

Suite à cette recommandation, le président du Comité exécutif recruta à plein temps une personne pour remplir ces fonctions.

### **Nomination d'un Directeur de méthodologie et du perfectionnement**

Le 1er avril 1981, M. E.F. McNamara a été nommé directeur de la méthodologie et du perfectionnement.

L'élaboration et la livraison d'un programme de perfectionnement qui satisfasse les besoins des membres dans le domaine nouveau de la pratique de la vérification intégrée constituent une entreprise majeure. M. McNamara a une formation particulièrement indiquée pour mener à bien cette tâche.

Nous avons eu la chance d'obtenir ses services en détachement du Bureau du vérificateur général du Canada, où il a joué un rôle important dans les efforts d'élaboration des méthodes. Avant d'occuper ce poste à plein temps à la FCVI, M. McNamara a agi comme directeur des premiers cours offerts plus tôt dans l'année par la FCVI.

### **Les cours de perfectionnement**

La FCVI a offert les premiers de ses cours de perfectionnement. Ces cours consistaient en 3 sessions sur les bases de la vérification intégrée. Deux de ces sessions étaient offertes en anglais et une en français. Les inscriptions à ces cours étaient limitées à 20 - 25 participants, afin de permettre un maximum de temps pour la participation aux questions, aux études de cas et aux exercices.

Un total de 67 participants ont assisté aux 3 cours de base.

Notre programme de perfectionnement s'appuie sur le principe qu'il devrait offrir une série de cours de vérification intégrée amenant progressivement les participants des concepts fondamentaux jusqu'aux exigences pratiques de la planification, de l'exécution et de la préparation du rapport. Le cours de base respecte cette philosophie. Le programme de perfectionnement fut conçu de manière à être particulièrement adapté aux vérificateurs et aux experts-conseils professionnels effectuant des vérifications aussi bien internes qu'externes ou projets connexes aux vérifications et ayant eu l'expérience dans la direction de projets ou comme vérificateurs principaux. Notre programme de perfectionnement reflète

également l'espoir que les membres qui ont assisté aux cours de base s'inscrivent par la suite aux cours plus avancés de la FCVI sur des sujets plus spécialisés.

La Fondation fut satisfaite par la réponse de ses membres à ses premières offres de cours. Un large éventail de professionnels du secteur privé, des experts-comptables spécialisés dans les domaines législatifs, de la vérification interne et des firmes d'experts-conseils ont assisté à ces trois cours élargissant ainsi les perspectives des débats aux sessions.

Le cours de base utilisait des matériaux fournis par le Bureau du vérificateur général du Canada, modifiés par le corps professoral de la FCVI afin de tenir compte de la formation et des intérêts différents des participants au cours. En outre, la FCVI a offert ce cours en français, conformément à sa politique d'offrir tous les cours de perfectionnement et les publications professionnelles dans les deux langues officielles du Canada.

### **La planification du programme de perfectionnement**

Avec l'arrivée de M. McNamara, nous avons commencé à développer le programme de perfectionnement de la Fondation d'une manière beaucoup plus détaillée. Un calendrier des cours offerts est actuellement fourni à tous les membres, décrivant un programme complet pour 1982.

Des cours plus approfondis seront offerts dans les domaines de la planification, de l'exécution et de la préparation d'un rapport de vérification intégrée, en plus des cours de base répétant ceux de l'année dernière. En outre, des cours seront introduits dans des domaines d'actualité intéressant tout spécialement nos membres.

En général, nous avons l'intention d'offrir des cours pour compléter la publication de guides sous l'égide de notre programme d'échanges de méthodes. Ces

cours devraient aider particulièrement les spécialistes travaillant dans des cadres différents de ceux des membres de soutien participants.

Nous avons prévu pour 1982 des cours portant sur l'efficience et sur la gestion du coût affectant la paie, ainsi que des cours sur des domaines d'intérêt particulier tels que l'application de la vérification intégrée au niveau de gouvernement local.

Les objectifs majeurs du programme de perfectionnement de 1982 de la FCVI comprennent: une augmentation significative des matériaux de référence pour notre programme, et une modification de ces matériaux si c'est nécessaire, et l'identification d'un nombre suffisant de personnes faisant autorité dans ce domaine pour donner les cours. Comme pour toutes les activités de la FCVI, il faudra, pour rencontrer avec succès ces objectifs le plein support et la participation des membres de la Fondation. Afin d'atteindre ces objectifs, la Fondation consultera régulièrement ses membres pour trouver la manière dont elle peut le mieux satisfaire leurs besoins en matière de vérification intégrée.

### **Corps professoral - 1981**

Cet exposé du programme de développement professionnel de la FCVI dans sa première année d'existence ne serait pas complet si l'on n'identifiait pas et on ne remerciait pas tout spécialement les personnes qui ont enseigné dans nos trois premiers cours, ainsi que les organismes qui ont généreusement accepté de prêter ces ressources humaines.

Chacune de ces personnes apporta une contribution importante à la FCVI et à ses membres, en mettant à leur disposition son expérience et ses connaissances pour modifier, préparer et enseigner les cours. Chaque membre du corps professoral nommé ci-dessous possède une expérience considérable dans la direction, l'élaboration et la gestion des vérifications intégrées. Le corps professoral comprenait ces membres suivants:

M. E.F. McNamara (directeur du cours) - directeur de la méthodologie et du perfectionnement, FCVI.

M. Gilles Chevalier, associé, Touche Ross & Cie.

Dr. Brian Corbishley, associé, Thorne, Stevenson et Kellogg (antérieurement vérificateur général adjoint du Canada).

M. Richard Cournoyer, président, Richard Cournoyer et Associés Inc.

M. André De Guire, directeur principal, Bureau du vérificateur général du Canada, en permutation de cadre de Raymond, Chabot, Martin et Paré.

M. Marcel Ferland, vérificateur général adjoint.

M. Richard Goudreau, directeur, Bureau du vérificateur général du Canada.

M. Marcel Goulet, associé, Currie, Coopers & Lybrand, Ottawa.

M. Ronald Kiggins, associé, Peat Marwick, Mitchell & Cie. - Ottawa.

M. Henry McCandless, agent de liaison parlementaire, Bureau du vérificateur général du Canada.

M. Ronald Robinson, associé, Thorne, Stevenson & Kellogg et président de ABT Associés.

Dr. Leonard Rutman, professeur, Université Carleton.

---

## MÉTHODOLOGIE

---

Pour la FCVI, deux de ses objectifs les plus importants sont, primo, la diffusion parmi les membres de la méthodologie de la vérification intégrée afin de les assister dans leurs efforts de vérification intégrée et, secundo, la promotion du développement de méthodologies nouvelles.

Pendant 1981, le Comité de méthodologie de la Fondation développa une méthode lui permettant de remplir ces objectifs, et de fournir du matériel expliquant à ses membres, la méthode de la vérification intégrée.

Cette méthode a trois buts principaux: premièrement, agir comme centre d'échanges de matériel didactique développé par nos membres (du programme d'échanges de méthodes); deuxièmement, organiser un programme d'essais sur place et de révision des matériaux fournis aux membres dans le cadre du programme et, troisièmement, de publier du matériel méthodologique sous un format final après qu'il ait été mis à l'essai et jugé adéquat.

Cette approche en trois plans devrait assurer que du matériel utile pour la pratique soit mis à la disposition des membres d'une manière périodique, et que des mécanismes soient en place pour déterminer de quelle manière on peut le mieux adapter ce matériel afin qu'il puisse être utilisé par des spécialistes dans différents secteurs.

Nous publierons des matériaux dans le cadre de ce programme d'échanges de méthodologies dans le même format sous lequel ils auront été envoyés par les membres participants. Tant que le comité ne les aura pas essayés sur place et mis au point, il ne faut les considérer que comme des documents de travail. Cependant, il faut noter que dans tous les cas l'organisme membre contribuant aura déjà effectué

beaucoup de recherches, et d'essais du matériel avant de le publier.

Le programme d'essais, de révision et de finalisation par les membres de la FCVI impliquera l'identification de chefs de mise à l'essai des projets. Les révisions et changements qu'ils proposeront dans le format seront alors considérés par les comités professionnels de la FCVI.

Les essais et l'influence de ces comités seront étoffés par des demandes de commentaires à un grand nombre de spécialistes et de membres. Dans des ateliers de travail et des séminaires les spécialistes auront la possibilité d'exposer leurs expériences et d'échanger leurs idées sur l'utilisation de ces matériaux.

Le programme d'élaboration et de diffusion des méthodes de la FCVI dépend évidemment des efforts des membres à développer et fournir du matériel didactique. La FCVI a la chance d'avoir eu accès au travail méthodologique en vérification intégrée du Bureau du vérificateur général du Canada. Ces matériaux formeront une mine considérable de connaissances sur lesquelles le programme d'échanges des méthodes sera construit. Lorsque ce programme sera complété par des matériaux en provenance d'autres organismes membres, il devrait bien servir les intérêts variés des membres de la FCVI.

Afin d'encourager la contribution de matériel didactique par tous les membres appliquant les principes de vérification intégrée, le programme de la FCVI aidera les spécialistes à analyser leur expérience et à préparer ces matériaux.

Cet été (en dépit de l'interruption du service postal) nous avons pu distribuer à tous nos membres plusieurs guides sur l'efficacité et la gestion des coûts affectant la paie.

En outre, nous enverrons aux membres des bulletins consultatifs décrivant les prochaines publications de matériel didactique.

---

## RECHERCHE

---

Le fait que la FCVI ait été créée démontre qu'il reste beaucoup à faire pour promouvoir le développement, l'application et la technologie de la vérification intégrée. L'une des manières les plus efficaces de remplir son mandat est, pour la FCVI, d'entreprendre des recherches. En conséquence, l'un des premiers actes du Conseil d'administration a été d'autoriser en septembre 1980, le premier projet de recherche de la Fondation. Cette étude, intitulée "La Commission des comptes publics et les vérificateurs législatifs - Une plus grande imputabilité" fut entreprise et terminée au cours des premiers douze mois de fonctionnement de la Fondation.

Le premier effort de recherche de la FCVI est consacré, ce qui est logique, à l'un des secteurs-clefs d'utilisation de vérification intégrée, soit les deux niveaux supérieurs de gouvernement. Comme son nom l'indique, le projet de recherche se concentre sur les vérificateurs législatifs et les Comités des comptes publics, car ceux-ci constituent deux éléments primordiaux de la chaîne d'imputabilité, vu qu'ils sont diversement et sérieusement impliqués dans l'utilisation et la pratique des vérifications intégrées. A moins que les vérificateurs législatifs ne reçoivent le mandat et les ressources nécessaires à l'accomplissement de ce genre de vérification, et que les Comités des comptes publics ne soient organisés et aient l'intention de fonctionner en utilisant les résultats de ces vérifications d'une manière constructive, la vérification intégrée ne peut pas jouer le rôle escompté dans le processus d'imputabilité.

Le besoin d'une telle étude est même plus grand lorsque l'on considère le rôle important joué par les Comités des comptes publics et les vérificateurs législatifs lorsqu'ils servent de guides pour améliorer les processus d'imputabilité à d'autres niveaux de gouvernement et dans

les organismes qui sont des utilisateurs majeurs de fonds publics.

En particulier, l'étude examine les Comités des comptes publics canadiens et les vérificateurs législatifs et donne une description détaillée de leurs caractéristiques et de leurs activités individuelles. Elle identifie également les caractéristiques contribuant à un fonctionnement efficace, et fait des recommandations afin que les meilleures caractéristiques trouvées dans ces juridictions soient adoptées partout.

Le budget pour cette étude a été fixé à \$125,000. afin de couvrir les coûts divers et les honoraires de l'expert-conseil.

La FCVI a eu la chance d'obtenir les services de deux chercheurs très qualifiés pour effectuer cette étude. L'équipe faisant l'étude était dirigée par M. John L. Kelly, vérificateur général adjoint du Canada qui, avant d'entreprendre cette étude, avait la responsabilité des normes de comptabilité et de vérification du Bureau. Diplômé en commerce et en finances de l'Université de Toronto, il est devenu comptable agréé alors qu'il travaillait pour Price Waterhouse Cie à Toronto et à continué de travailler pour eux pendant dix ans avant de se joindre au Bureau du vérificateur général en 1975. Nous sommes reconnaissants au Bureau du vérificateur général du Canada de l'avoir libéré pour qu'il puisse se consacrer à ce projet.

M. Hugh R. Hanson est diplômé de l'Université de Toronto, spécialisé en sciences politiques et en économie, il a également étudié au London School of Economics et au Canadian National Defence College. Il possède une longue expérience au gouvernement ayant été haut fonctionnaire de ministères et d'organismes centraux du fédéral et du

provincial. M. Hanson est maintenant dans le secteur privé à titre d'expert-conseil spécialisé dans les rouages gouvernementaux.

A cause de l'importance attachée à ce projet de recherches et les nombreuses perspectives différentes possibles pour traiter le sujet de cette étude, un groupe consultatif fut formé pour donner des conseils et des recommandations à l'équipe chargée du projet.

Le Comité consultatif fut présidé par M. Allan G. Martin, C.A., pratiquant à l'heure actuelle l'expertise comptable. Son expérience comme député de 1976 et 1979, et en particulier comme vice-président du Comité des comptes publics de la Chambre des communes faisant de lui un président idéal pour le comité. Les membres du Comité consultatif énumérés au début de ce rapport ont élargi les perspectives de l'équipe chargée de l'étude.

Pendant l'année, l'équipe chargée de l'étude entreprit toute la recherche de base sur place, et prépara une ébauche de travail, qu'elle soumit à la considération du Comité consultatif du projet de recherche et au Comité des normes professionnelles et du perfectionnement de la Fondation.

Le projet impliquait non seulement une recherche bibliographique, mais également des centaines d'heures d'entretiens avec des présidents et des membres des Comités des comptes publics, avec des vérificateurs législatifs, des fonctionnaires cadres et d'autres personnes dans tout le Canada.

Le Comité consultatif de recherche se réunit deux fois, et procéda à un examen critique complet des ébauches du rapport d'étude.

Après la fin de notre année fiscale, une ébauche de travail du rapport fut présentée à la Conférence des vérificateurs législatifs, qui eut lieu au Nouveau-Brunswick du 6 au 8 juillet 1981 et en même temps, à la troisième réunion annuelle des présidents des Comités des

comptes publics. Ces présentations donnèrent à l'équipe chargée de l'étude une autre possibilité de discuter l'ébauche avec des vérificateurs législatifs et avec des présidents et vice-présidents des Comités des comptes publics de tout le Canada, et d'obtenir à nouveau des commentaires sur les observations, les conclusions et les recommandations de l'étude.

L'étude doit être publiée en septembre 1981.

La préparation d'un rapport d'étude de l'importance de celui entrepris à titre de premier rapport de recherches de la Fondation nécessite de nombreuses heures de révision éditoriale. La Fondation eut la chance de bénéficier des talents de Mademoiselle Nancy Murphy, disponible pour éditer notre rapport. Mademoiselle Murphy, éditeur des rapports au Bureau du vérificateur général du Canada, apporta une contribution précieuse et généreuse de son temps à la Fondation et nous l'en remercions.

En résumé, le premier effort majeur de recherches commencé et terminé pendant la première année de fonctionnement réel de la FCVI constitue à notre avis un succès important pour la Fondation et ses membres. Nous espérons qu'il aura un effet positif sur l'obtention d'une impuabilité améliorée à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement.

L'étude a établi une norme élevée pour tout travail de recherches futur de la Fondation. Elle sera envoyée à tous les membres et elle sera mise à la disposition des législateurs, des vérificateurs législatifs, des bibliothèques et de la communauté universitaire dans tout le Canada.

---

## ACTIVITÉS INTERNATIONALES

---

Depuis le début, le Conseil d'administration de la Fondation a reconnu que la scène internationale offrait des responsabilités aussi bien que des possibilités pour le Canada dans le domaine de la vérification intégrée. Depuis plus de trente ans, le Bureau du vérificateur général du Canada s'est occupé de vérifier des organismes internationaux, et a activement participé à des associations et à des colloques internationaux.

Ces contacts avec des vérificateurs gouvernementaux, en particulier avec ceux des pays en voie de développement, ont rendu les fonctionnaires canadiens extrêmement conscients des problèmes nombreux auxquels doivent faire face et qu'essaient de résoudre les pays ayant nouvellement accédé à l'indépendance. En 1979, l'Ambassadeur canadien aux Nations-Unies fit un certain nombre de propositions. Elles furent développées par un groupe de conseillers canadiens à la demande du Vérificateur général et elles avaient pour but l'amélioration du mécanisme de vérification des Nations-Unies. En même temps, l'ambassadeur annonça que le Canada allait créer un programme de cinq ans financé \$500,000. par an par l'agence canadienne de développement international (ACDI). Ce financement permettrait de donner à des candidats en provenance de pays en voie de développement une formation en vérification intégrée au Canada.

Quand la Fondation fut créée, l'un de ses objectifs principaux était d'offrir aux vérificateurs de pays en voie de développement des possibilités de se perfectionner. Dès lors, l'ACDI, décida que ce programme, annoncé aux Nations-Unies, devrait être administré par la Fondation. En conséquence, l'un des premiers actes du Conseil d'administration fut de créer un Comité international sous la présidence du

Dr. William H. Barton, qui était l'Ambassadeur canadien aux Nations-Unies au moment de l'annonce du programme de bourses. Ce comité comprend les membres suivants: MM. Gordon H. Cowperthwaite, président, Peat, Marwick, Mitchell & Cie, Dr. John J. Carson, doyen, Faculté d'administration, Université d'Ottawa, Edward R. Rowe, sous-vérificateur général du Canada; Lewis Perinbam, vice-président, programmes internationaux, ACDI; G. P. Wilson, sous-vérificateur général du Canada; et Yvan Gaudette, vérificateur général adjoint du Canada.

Le Comité international s'est réuni trois fois pendant l'année et a établi les principes et les procédures de fonctionnement suivant pour le programme de bourses:

- L'objectif du programme est d'aider les bureaux de vérification nationaux des pays en voie de développement qui désirent améliorer et intensifier leur travail, et sont préparés, dans les limites de leur mandat, à travailler activement à l'obtention de ce but.
- L'essentiel du programme consiste en des bourses pour des vérificateurs principaux. Ceux-ci doivent travailler pendant au moins un an dans le bureau d'un membre de la FCVI faisant de la vérification intégrée.
- Initialement, ce programme de perfectionnement est géré par le Bureau du vérificateur général du Canada, mais on espère que dans la mesure où le Canada fera un usage plus intensif de la vérification intégrée, il sera possible d'assigner des boursiers aux bureaux de vérification provinciaux ou aux cabinets d'experts-comptables faisant de la vérification intégrée

dans le secteur public ou dans le secteur privé.

- Lorsqu'ils nomment des candidats, les bureaux de vérification doivent prendre l'engagement de permettre aux boursiers d'appliquer leur expertise en revenant dans leur pays.
- La Fondation fera également de son mieux pour offrir une assistance pendant l'année de stage.
- En consultation avec l'Agence canadienne de développement international, source principale de fonds pour le programme, des règles d'opérations et des niveaux de traitements et d'indemnités, ont été adoptés, basés sur celles du programme de bourses Pearson du Centre de recherches de développement international.
- Un objectif provisoire de dix bourses par an a été adopté après consultation avec le Bureau du vérificateur général. La sélection des candidats est basée sur des entretiens avec des cadres supérieurs du personnel de l'AGC et/ou des agents de la Fondation visitant les pays demandant de l'aide.

Messieurs E.R. Rowe, Peter Wilson et Yvan Gaudette, ont visité plus de 20 pays en Amérique Latine, en Asie, dans les Antilles et en Afrique. Suite à ces visites, les premiers deux boursiers, M. Dorus Odamtten du Ghana et M. Fong Heng Boo de Singapour commencèrent leur programme en automne 1980. Ils furent rejoints par Mme Lucita Andres des Philippines et M. C. Nesarajah de Malaisie au printemps 1981. Cinq ou six autres boursiers des Antilles et d'Amérique Latine sont attendus en automne 1981.

En plus du programme de bourses, la Fondation et le Bureau du vérificateur général ont été consultés par et ont prêté assistance au Vérificateur général du Mexique qui étudie activement la possibilité d'appliquer les principes de la vérifi-

cation intégrée au Mexique. Son bureau a maintenant adhéré à la Fondation en qualité de premier membre souscripteur international. Il y a eu également des consultations avec le Vérificateur général du Kenya et le Vérificateur général de Colombie, en leur qualité de présidents de sections régionales de la "International Organization of Supreme Audit Institutions", au sujet de la possibilité d'aide dans les programmes régionaux de formation.

---

## PREMIÈRE CONFÉRENCE ANNUELLE

---

Dès le début, le Conseil d'administration et le Comité exécutif de la FCVI, décidèrent qu'il serait désirable d'avoir une Conférence annuelle. Celle-ci permettrait aux spécialistes et aux utilisateurs de vérifications intégrées provenant de secteurs divers, de partager leurs connaissances, leur expérience et leurs méthodes.

La Première Conférence Annuelle de la FCVI eut lieu du 21 au 23 septembre 1980 à Ottawa.

Le thème de la conférence - "Problèmes et applications", fut choisi pour provoquer un débat sur la nécessité et le rôle de la vérification intégrée vis-à-vis de l'imputabilité dans le secteur public. Le débat qui s'en suivit fut vif, stimulant et valable. Les nombreux points de vue des différents secteurs furent présentés et discutés. Ces secteurs comprenaient les deux niveaux supérieurs de gouvernement canadiens, les gouvernements locaux, les sociétés de la Couronne (aussi bien fédérales que provinciales) et le secteur institutionnel. Les perspectives de la communauté universitaire ajoutèrent un piquant additionnel aux débats.

Le débat théorique au sujet de la vérification intégrée et de ses rôle et effets sur l'imputabilité du secteur public à des niveaux divers fut important. Cependant, la conférence fournit également la possibilité à des praticiens futurs ou actuels de discuter les méthodes et la méthodologie qu'ils avaient développées. Des méthodes de planification des vérifications intégrées, ainsi que des sujets spécialisés variés, tels que la vérification de l'efficacité, des ordinateurs et des ressources humaines, furent présentées.

Le nombre d'inscriptions dépassa 350 et va au crédit des organisateurs et des planificateurs et permit à la FCVI de ne

pas perdre d'argent à l'occasion de cette activité majeure.

La dissémination de la méthodologie parmi ses membres est une priorité pour la FCVI. A sa première conférence annuelle, une salle de méthodologie fut ouverte aux membres, afin de leur offrir les manuels et guides divers de vérification ayant été développés par le Bureau du vérificateur général du Canada. De nombreux membres, à notre grande satisfaction, exprimèrent leur intérêt à recevoir ces matériaux.

Peu après la conférence, le travail commença au Bureau du VGC pour mettre ces documents sous leur forme finale. Au début, le BVG, en consultation avec la FCVI, conclut que les membres avaient intérêt à attendre que ces documents soient compilés sous une forme qui les rendrait plus utiles pour des spécialistes d'autres secteurs. Nous commençons à envoyer ce matériel à tous nos membres.

Le Comité de la Première Conférence Annuelle, présidé par M. Rodney J. Anderson, associé exécutif chez Clarkson Gordon, a oeuvré pour faire de cette conférence le succès qu'elle fut.

Dans le courant de l'année, un Comité de la Deuxième Conférence Annuelle fut nommé sous la présidence de M. L. Denis Desautels, associé au bureau d'Ottawa de Clarkson Gordon. L'un des premiers travaux de ce comité fut d'envoyer un questionnaire à tous les participants et délégués de la première conférence annuelle leur demandant comment, d'après eux, le format et les sujets de la Conférence Annuelle pourraient à l'avenir être améliorés. Suite aux nombreuses réponses et remarques constructives, notre deuxième conférence annuelle est structurée avec une emphase particulière sur l'utilisation de sessions techniques conjointes.

---

## ORGANISATION

---

### Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a la responsabilité d'établir les politiques et s'occupe directement d'approuver les projets de recherche de la FCVI et d'autres activités majeures.

La composition du Conseil reflète la variété des secteurs ayant un intérêt dans la vérification intégrée. Il comprend des directeurs de bureaux législatifs de vérification du Canada, des cadres de cabinets d'experts-comptables et de conseillers en gestion, des fonctionnaires supérieurs et des sommités représentant le monde universitaire et la communauté des vérificateurs internes. Le Conseil est composé d'un maximum de 27 membres. Ils sont élus pour servir de un à trois ans à partir de leur nomination par un comité de nomination constitué chaque année et après élection par les membres de la FCVI.

Le premier président du Conseil d'administratif est M. James J. Macdonell, qui a été nommé pour un mandat de deux ans. Le président du conseil préside les réunions du Comité exécutif et supervise toutes les affaires de la Fondation. Pendant notre première année, cela a signifié un travail quotidien à plein temps du président sans autre rémunération que le remboursement des dépenses encourues à l'occasion des affaires de la Fondation. Les membres du Conseil, eux aussi, ne reçoivent pas d'honoraires pour le temps qu'ils passent aux affaires de la FCVI.

### Comité exécutif

Afin d'assurer une direction ordonnée des affaires de la FCVI, le Conseil d'administration a, en vertu de nos statuts, demandé à quatre de ses membres de former un Comité exécutif. Ce comité se réunit régulièrement pendant l'année, afin d'examiner les activités de la FCVI, et le

Conseil lui a délégué ses pouvoirs pour agir dans tous les domaines lorsque le Conseil ne siège pas. Le Comité exécutif examine les rapports des divers présidents de comités de la FCVI et considère les recommandations faites par ces comités.

Ce comité joue un rôle clef dans la surveillance et coordination de toutes les activités de la FCVI.

### Comités permanents

Afin de maintenir des normes élevées d'excellence, le Conseil d'administration, en consultation avec le Comité exécutif, a nommé un certain nombre de personnes pour servir comme présidents ou comme membres de comités dans les domaines suivants: normes professionnelles et perfectionnement, méthodologie, activités internationales, et conférences annuelles.

Chaque comité opère en vertu d'un mandat général, approuvé par le Conseil, et c'est sous les auspices de ces comités que la plus grande partie du travail est faite.

Ces comités recommandent au Comité exécutif, et par l'intermédiaire de celui-ci au Conseil, les politiques, les approches et les activités les plus importantes régissant chaque programme majeur. Les comités surveillent également les activités, et donnent des objectifs et des avis. Le Comité des normes professionnelles et du perfectionnement est responsable d'approuver toutes les publications de la Fondation. Le Comité de méthodologie a une responsabilité similaire à l'égard des matériaux envoyés aux membres en vertu du programme d'échanges méthodologiques. Le rôle de ces comités a été décrit plus en détail dans ce rapport dans les sections consacrées à leurs programmes.

## Comités consultatifs

De temps en temps, des Comités consultatifs spéciaux peuvent être formés pour fournir des avis, des conseils ou des objectifs pour des projets spécifiques de la FCVI. Ce fut le cas cette année, quand un comité consultatif fut créé pour notre premier projet de recherches. Les membres du Comité consultatif du projet de recherches mirent à la disposition de l'équipe de recherches leur expérience et leurs connaissances spécialisées, et furent en mesure de fournir une critique profonde et rigoureuse des découvertes, des conclusions et des recommandations de l'équipe de recherche.

Le Comité consultatif ne fut pas directement impliqué dans la conduite du projet de recherche lui-même.

## Personnel

La Fondation sert uniquement de centre de distribution pour l'échange de normes professionnelles et de matériaux de méthodologie entre ses membres. Par conséquent, elle n'a pas besoin d'un personnel permanent important.

Cependant, l'administration permanente de la Fondation, la liaison avec les membres, les conférences et la logistique de la production et de la diffusion des matériaux aux membres exigence la présence d'un personnel permanent pour fournir ces services.

Dans sa première année d'activités, le personnel permanent fut maintenu au minimum, et était constitué essentiellement du président et du directeur administratif, plus deux personnes, prêtées par deux membres souscripteurs, fournissant les services administratifs et de secrétariat. Ce personnel, et les services additionnels contractés à l'extérieur, furent financés par les revenus de la Fondation.

Après le 31 mars, fin de l'exercice financier pour la Fondation, du personnel

additionnel fut embauché dont un directeur de méthodologie et du perfectionnement à plein temps, prêté par le Bureau du vérificateur général, ainsi que le personnel nécessaire pour fournir les services de traitement des mots et de réception.

## Structure des cotisations

Trois catégories de membres sont prévues par les statuts de la Fondation. Ces catégories sont: membres de soutien, membres souscripteurs et membres individuels.

La catégorie de soutien est pour les spécialistes dans les domaines de la vérification législative et pour des cabinets d'experts-comptables ou de conseillers en gestion. Pour ces deux sous-catégories, le niveau des cotisations est établi annuellement par le Conseil d'administration et représente un pourcentage du budget total du membre dans le cas des bureaux de vérification législative, ou un montant fixe inférieur à un maximum par associé et personnel professionnel dans le cas des cabinets.

La catégorie des membres souscripteurs a été principalement établie pour permettre aux groupes de vérification interne et aux autres organismes des secteurs public et privé de participer pleinement à la Fondation à un coût qui leur soit raisonnable. Cette catégorie de membres comprend également les organismes internationaux.

L'adhésion individuelle à la FCVI est ouverte aux personnes qui sont membres du personnel ou associées dans des firmes et des organismes membres qui sont des membres de soutien ou souscripteurs ou qui ne le sont pas.

Des statistiques d'adhésion et une liste au 31 mars 1981 de tous les membres de la FCVI sont inclus dans ce rapport. Le nombre de membres de toutes les catégories s'étant inscrit cette année démontre le vif intérêt que suscite la vérification intégrée.

## Politiques majeures de fonctionnement

Les politiques suivantes furent définies pendant l'année:

### - Langues:

La FCVI produit toutes ses publications et ses matériaux de développement professionnel en anglais et en français.

### - Programme de perfectionnement:

La FCVI cherche à financer les coûts directs et les frais occasionnés par la préparation et la gestion des cours de perfectionnement à partir des droits d'inscription demandés. L'inscription à ces cours est ouverte aux non-membres, mais uniquement dans la mesure où les membres désireux d'y participer ont pu être satisfaits.

### - Publications:

Toutes les publications de la FCVI, y compris les études de recherches, les rapports d'activités et les comptes-rendu des conférences annuelles, sont mis à la disposition des membres, normalement sans coût additionnel à la cotisation. Les matériaux publiés dans le cadre du programme d'échange des méthodes de la Fondation sont mis à la disposition des membres aux mêmes conditions.

Des exemplaires supplémentaires de toutes les publications sont disponibles pour les membres à des coûts nominaux afin de recouvrir les dépenses d'impression et d'expédition.

### - Programme international:

La FCVI, s'est engagée à avoir un programme international de bourses. Les recettes générales d'adhésion ne doivent pas être utilisées pour financer les coûts directs du programme de bourses. Ces coûts sont couverts par l'Agence Canadienne de Développement Interna-

tional (ACDI). Cependant, certains coûts indirects relatifs au programme international sont payés par les recettes générales d'adhésion.

---

## PERSONNEL DE LA FCVI

---

### **Directeur administratif - Jean-Pierre Boisclair**

Le Conseil d'administration de la Fondation canadienne pour la vérification intégrée a nommé comme directeur administratif de la Fondation J-P. Boisclair, prêté par sa firme jusqu'au 31 mars 1982.

M. Boisclair est associé dans le cabinet national d'experts-comptables MacGillivray et Cie. Dans le cadre du programme de permutation des cadres, il a été chargé dans le Bureau du vérificateur général du Canada de conduire une vérification intégrée du ministère du Revenu national - Douanes et accise. En outre, il a dirigé un certain nombre d'études de gestion et de contrôle financier dans des ministères, agences et sociétés de la Couronne. De septembre 1979 à août 1980, M. Boisclair a été prêté au Bureau du vérificateur général de Colombie-Britannique et il a aidé ce bureau à introduire la vérification intégrée. En plus de son expérience de la vérification dans le secteur privé, il a également une expérience de la gestion dans l'industrie aérospatiale, comme président d'une entreprise fabricant des pièces d'avions. Il est membre de l'ordre des comptables agréés du Québec, de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario et de l'Institut des conseillers en gestion du Québec.

### **Directeur, Méthodologie et perfectionnement - Edward F. McNamara, C.A.**

M. E.F. (Ted) McNamara s'est joint au personnel de la Fondation le 1er avril 1981. Ses responsabilités en tant que directeur de la méthodologie et du perfectionnement, sont au centre des objectifs de la Fondation et la FCVI remercie le Vérificateur général du Canada d'avoir détaché M. McNamara pour lui permettre de remplir ces fonctions importantes.

M. McNamara s'est joint au Bureau du vérificateur général du Canada comme directeur principal dans le groupe de l'évaluation des contrôles. Avant, il était dans la Division d'évaluation de l'efficacité au secrétariat du Conseil du Trésor, où, pendant un certain nombre d'années il s'était consacré au développement et à l'application de systèmes de mesures du rendement et d'évaluation de programmes.

Lorsqu'il se joignit au VGC, la responsabilité principale de M. McNamara fut la vérification de la "valeur reçue en contrepartie de l'argent dépensé". En tant que membre du Comité de gestion pour le travail de recherches sur l'analyse du coût-efficacité (TRACE) il dirigea les études d'évaluation d'efficacité des programmes. Il fut nommé vérificateur général adjoint en 1979, avec comme responsabilité une méthodologie de vérification de la valeur reçue en contrepartie de l'argent dépensé.

M. McNamara se qualifia comme comptable agréé chez Clarkson Gordon & Cie, London, Ontario, et reçut un B.A. de l'Université du Western Ontario.

**Président, Comités internationaux et directeur, programme de bourses  
- Dr. William H. Barton**

En janvier 1981, M. William H. Barton joignit la FCVI en qualité de président du Comité international, responsable du programme de bourses. M. Barton a eu une carrière longue et distinguée dans l'armée et dans la diplomatie canadienne. Après avoir quitté l'armée avec le grade de Commandant, M. Barton occupa un certain nombre de postes dans la fonction publique, dont ceux de secrétaire du Conseil de recherches pour la défense, gouverneur associé pour le Canada à l'Agence internationale de l'énergie atomique et sous-secrétaire adjoint d'État aux Affaires extérieures. Plus récemment, avant de se retirer de la fonction publique en 1980, M. Barton servit en qualité d'ambassadeur et de représentant permanent du Canada au bureau des Nations-Unies à Genève et à la conférence du Comité sur le désarmement, puis devint représentant permanent du Canada aux Nations-Unies, et représenta le Canada en 1977-1978 au Conseil de sécurité.

En reconnaissance du travail accompli par M. Barton au service du Canada, l'Université Mount Allison du Nouveau-Brunswick lui accorda le titre honoraire de Docteur en Droit à sa cérémonie de 1978.

**Coordonnateur de projet - Mlle Heather Campbell**

Mlle Campbell est titulaire d'un B.A. avec spécialisation en sciences économiques de l'Université Carleton. Elle a travaillé comme statisticienne à l'Université Carleton et au bureau de la conservation de l'énergie au ministère de l'Énergie, des mines et des ressources. Avant de se joindre au Bureau du vérificateur général en 1977, elle était économiste chez Canadian Economics Services Ltd. (CANECS), et y étudiait la situation commerciale canadienne dans les pays du Moyen-Orient.

Alors qu'elle était au Bureau du vérificateur général, Mlle Campbell travailla comme chercheur sur les aspects de contrôle et d'administration du programme TRACE, et aida à produire plusieurs guides de méthodologie. Ici, à la Fondation, où ses services nous sont prêtés par le BVG, Mlle Campbell aida à la préparation de notre première conférence annuelle, et est maintenant responsable de plusieurs aspects de la deuxième conférence annuelle de la Fondation. Mlle Campbell administre les cours de perfectionnement et fait certaines recherches.

---

## PERSONNEL DE LA FCVI

---

Assistante du président -  
Mlle Rita Mathers

Mlle Mathers s'est jointe au personnel de la Fondation, à titre temporaire, en septembre 1980 prêtée par le Bureau du vérificateur général du Canada. Son aide fut précieuse lors de l'installation de la FCVI dans ses locaux. A l'heure actuelle, elle assume des services administratifs et de secrétariat pour le président. Précédemment, Mlle Mathers a été secrétaire du Vérificateur général du Canada pendant sept ans, et avant cela, secrétaire de direction dans le secteur privé.

Réceptionniste - Mlle Mary-Jane Harris

Mlle Harris a été le premier employé à temps plein de la Fondation. En plus de ses fonctions de réceptionniste, elle remplit un certain nombre de fonctions administratives et de secrétariat dont celles des inscriptions aux conférences, de facturation et d'archiviste.

Assistante administrative du directeur -  
Mme Helen Gay

Mme Gay s'est jointe au personnel de la Fondation le 1er octobre 1980, détachée par le Bureau du vérificateur général. Elle a la responsabilité de nombreuses activités journalières au bureau de la Fondation, et en particulier assume les services de secrétariat, administre les dossiers d'adhésion et remplit d'autres tâches d'acquisition et d'administration. En plus de son expérience au gouvernement fédéral, elle a occupé des postes supérieurs de secrétariat et d'administration dans le secteur privé.

Opératrice de traitement des mots -  
Mme Marie Conlin

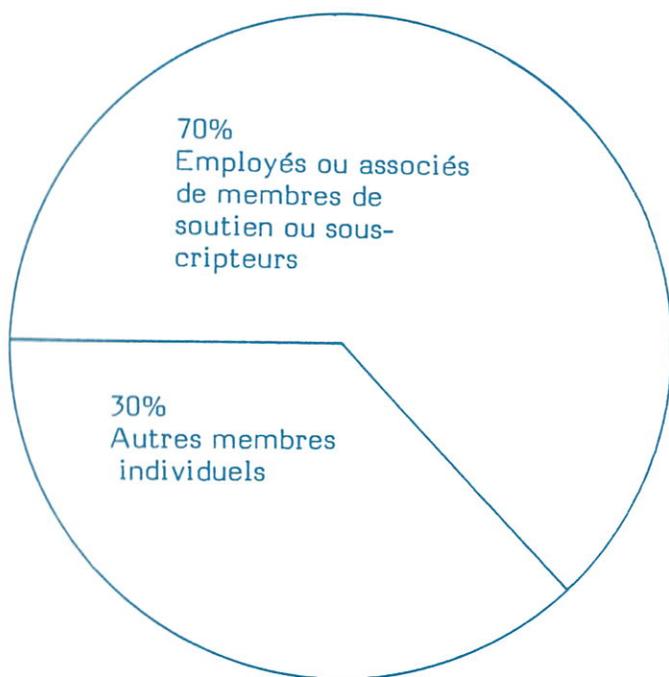
Mme Conlin s'est récemment jointe au personnel administratif de la FCVI et est principalement responsable du fonctionnement du matériel de traitement des mots de la FCVI. Bilingue, Mme Conlin offre également de l'aide générale et cléricale.

## ADHÉSIONS

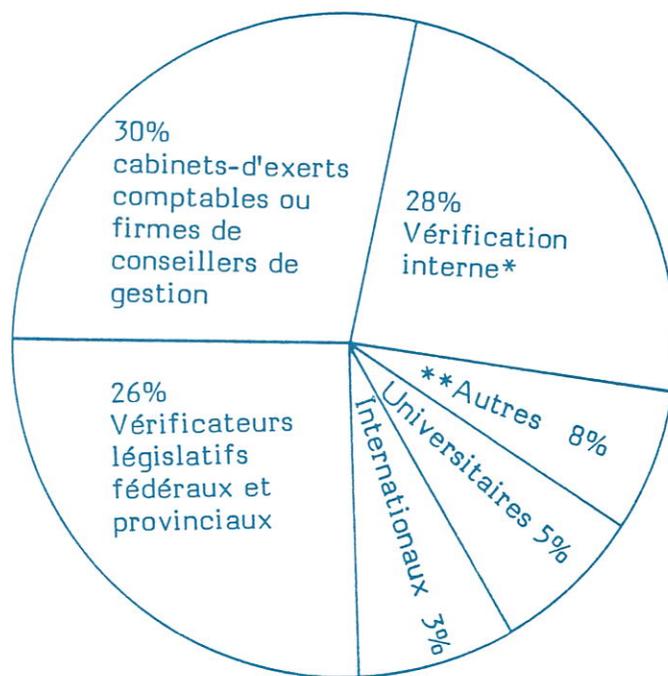
Les statistiques suivantes montrent la distribution des membres de la Fondation au 31 mars.

	<u>Nombre</u>	<u>Pourcentage des recettes</u>
Bureaux de vérification fédéraux et provinciaux	10	64%
Cabinets d'experts-comptables et de conseillers en gestion	53	32%
Membres souscripteurs		
- général	15	1%
- internationaux	1	
Membres individuels	509	3%
		<u>100%</u>

### ANALYSES DES ADHÉSIONS INDIVIDUELLES



**Membres affiliés à des organismes membres de soutien ou souscripteurs**



**Membres selon leur activité professionnelle**

\*Comprend les membres effectuant des vérifications dans les ministères fédéraux et provinciaux, les agences et gouvernements locaux, sociétés de la Couronne, instituts et autres organismes financés par les deniers publics.

\*\*"Autres" comprend des membres s'occupant de gestion en général et des membres représentants d'organismes professionnels.

---

## COMMENTAIRES SUR LES FINANCES

---

La première année d'opérations de la Fondation résulta en un surplus de plus de \$268,000. En général, ce surplus fut occasionné par des recettes d'adhésion plus élevées que prévues et par près de \$100,000 de contributions.

Les dépenses furent moins importantes que prévues au départ, par un montant de \$68,000, sans doute parce que la Fondation ne commença réellement à fonctionner que pendant la deuxième moitié de l'année. Également, la première étude de recherches de la Fondation, dont la plus grande partie de la mise à l'épreuve se termina pendant l'année fiscale 1981, ne subira ses coûts importants de traduction et de publication que pendant l'année fiscale 1982.

Le lancement de la Fondation et la publicité destinée à la faire connaître aux membres de la communauté occasionnèrent des coûts importants pendant l'année inaugurale. Ces coûts, comprenant des annonces dans la presse, des matériaux pour les membres potentiels et certains coûts associés à l'établissement des dossiers d'adhésion et à d'autres activités cléricales, s'élevèrent approximativement à \$70,000.

La FCVI loua ses propres locaux en septembre 1980. Par conséquent, du matériel de bureau, des meubles et des améliorations aux locaux furent acquises à un coût de \$82,000. Ces coûts furent imputés aux dépenses et représentent l'essentiel des dépenses pour l'installation de la Fondation.

L'article des dépenses le plus important pendant l'année fut celui de l'administration. De ce montant, environ \$65,000 furent consacrés au remboursement des coûts de traitements du directeur administratif et des deux assistantes secrétaires/administratives (l'assistante du directeur administratif et

l'assistante du président). Le solde, \$78,000 était pour le loyer et les autres coûts directs d'opérations.

Le surplus résultant pour l'année donne à la FCVI la liquidité nécessaire pour continuer ses opérations pendant les premiers mois de l'année fiscale 1982 sans demander immédiatement les cotisations de 1982 aux organismes membres.

En tenant compte du nombre beaucoup plus élevé de publications, des coûts totaux prévus du premier projet de recherches de la FCVI et des programmes beaucoup plus actifs de normes professionnelles et de perfectionnement et de méthodologie actuellement en cours, la situation de liquidité offerte par le surplus de cette première année d'opérations est considérée par le Conseil comme étant un capital d'exploitation nécessaire.

De tels fonds permettront à la Fondation de maintenir en 1982 la même structure de cotisations et de satisfaire les demandes de liquidités d'une Fondation ayant beaucoup plus de dynamisme.

Le budget pour l'année fiscale 1982 a été préparé de manière à conserver les dépenses à un niveau plus bas que celui des revenus projetés pour l'année sans augmentation des cotisations et des contributions.

N'apparaissant pas dans les états financiers, mais essentiel pour donner aux membres une valeur en contrepartie de leur cotisation, est le grand nombre d'heures données par les membres, à titres divers, comme par exemple à titre de président ou de membres de comité, ou pour assister la FCVI à développer son programme de perfectionnement. Ces heures, empruntées au travail et aux précieux moments personnels, représentent un actif important de la Fondation, qui est hautement apprécié par les directeurs et le Conseil d'administration.

CHOI & WILCOX & COMPANY  
1570 BROADVIEW AVENUE  
MONTREAL, QUEBEC H3A 2K4  
TELEPHONE 342-1111

1570 BROADVIEW AVENUE  
MONTREAL, QUEBEC H3A 2K4  
TELEPHONE 342-1111

REPORT BY CERTIFICATION

As per the

CANADIAN COMPREHENSIVE ACCOUNTING FOUNDATION  
LA FONDATION CANADIENNE POUR LA VERIFICATION INTERNE

---

La Fondation canadienne pour la vérification interne a été créée en 1981 pour promouvoir la vérification interne dans les entreprises canadiennes. Elle a pour but de fournir aux membres de la profession des services de conseil et de formation. Elle a également pour but de promouvoir la vérification interne dans les entreprises canadiennes.

---

**ÉTATS FINANCIERS**

Les états financiers présentés ci-dessous ont été préparés en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Ils sont destinés à fournir une vue d'ensemble de la situation financière de la Fondation canadienne pour la vérification interne à la fin de son exercice financier. Les états financiers ont été préparés en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

*Geo. A. Wilcox & Company*

COMPTABLES AGRÉÉS

Ottawa, Ontario  
le 30 juin 1981

GEO. A. WELCH & COMPANY  
LEVESQUE, MARCHAND, BOULANGER & CIE  
CHARTERED ACCOUNTANTS COMPTABLES AGREES  
OTTAWA, HULL, BELLEVILLE, CORNWALL, PEMBROKE PICTON

299 WAVERLEY STREET  
OTTAWA, ONT.  
K2P 0W1

RAPPORT DU VERIFICATEUR

Aux membres de

CANADIAN COMPREHENSIVE AUDITING FOUNDATION  
LA FONDATION CANADIENNE POUR LA VERIFICATION INTEGREE

Nous avons vérifié le bilan de The Canadian Comprehensive Auditing Foundation - La fondation canadienne pour la vérification intégrée au 31 mars 1981 ainsi que l'état des revenus et des dépenses pour la période commençant de la date de constitution, soit le 28 février 1980, jusqu'au 31 mars 1981. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la fondation au 31 mars 1981 ainsi que les résultats de son exploitation pour la période terminée à cette date selon les principes comptables tels qu'indiqués dans les notes aux états financiers.

*Geo. A. Welch & Company*

COMPTABLES AGREES

Ottawa, Ontario  
le 30 juin 1981.

CANADIAN COMPREHENSIVE AUDITING FOUNDATION  
LA FONDATION CANADIENNE POUR LA VERIFICATION INTEGREE  
BILAN AU 31 MARS 1981

ACTIF

Encaisse et dépôts à terme	\$249,063
Débiteurs	<u>16,621</u>
	\$265,684

PASSIF

<u>PASSIF</u>	
Créditeurs	\$ 14,803
Fonds du programme de bourses non dépensés (note 2)	<u>2,750</u>
	17,553
<u>BENEFICE NET</u>	
Excédent des revenus sur les dépenses	<u>248,131</u>
	\$265,684

Approuvé par le Conseil:

  
 ..... Le gouverneur  
  
 ..... Le gouverneur

(Voir les notes ci-jointes)

CANADIAN COMPREHENSIVE AUDITING FOUNDATION

LA FONDATION CANADIENNE POUR LA VERIFICATION INTEGREE

ETAT DES REVENUS ET DES DEPENSES

DE LA DATE D'INCORPORATION, LE 28 FEVRIER 1980 AU 31 MARS 1981

REVENUS

Cotisations et contributions	\$626,346
Intérêts courus	14,967
Revenu net (dépendes) des cours	( 3,190)
Revenu net (dépendes) de la conférence annuelle	( 606)
	<u>637,517</u>

DEPENSES

Coûts d'instauration de la Fondation (note 3)	45,142
Publicité	22,911
Projet de recherche (note 4)	50,400
Comités	2,106
Frais d'imprimerie	30,677
Programme international	13,341
Frais d'administration:	
Traitements	65,303
Autres	77,609
Matériel de bureau et frais d'installation	81,897
	<u>389,386</u>

EXCEDENT DES REVENUS SUR LES DEPENSES

\$248,131

(Voir les notes ci-jointes)

CANADIAN COMPREHENSIVE AUDITING FOUNDATION

LA FONDATION CANADIENNE POUR LA VERIFICATION INTEGREE

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

DE LA DATE D'INCORPORATION, LE 28 FEVRIER 1980 AU 31 MARS 1981

1. PRINCIPES COMPTABLES

a) Cotisations et contributions

Les cotisations et les contributions sont incluses dans les revenus l'année où elles sont facturées.

b) Cours de perfectionnement

Les frais pour les cours de perfectionnement sont considérés comme dépenses, l'année où les cours sont donnés.

c) Frais d'imprimerie et fournitures

Ces items sont considérés comme dépenses, l'année où ils sont encourus.

d) Immobilisations

Les améliorations aux locaux, l'acquisition d'équipement et de fournitures de bureau sont considérées comme dépenses, l'année où elles sont encourues.

e) Projets de recherche

Les coûts pour les projets de recherche sont considérés comme dépenses au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

2. FONDS ALLOUES AU PROGRAMME DE BOURSES ET NON DEPENSES

La Fondation coordonne un programme international de bourses conçu afin d'améliorer le niveau de vérification gouvernementale dans les pays en voie de développement. Le coût des bourses est financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). La Fondation defraie une partie des frais administratifs liés au programme. Au 31 mars 1981, le montant de \$2,750 représentait des fonds versés à la Fondation par l'ACDI pour des bourses particulières mais qui n'ont par encore été déboursés à ce jour.

3. FRAIS D'INSTAURATION

Les coûts de lancement pour la Fondation comprennent les dépenses relatives à l'impression et à la distribution de certains matériaux utilisés pour la campagne d'adhésion d'avril à septembre 1980. Ils comprennent également certains coûts d'aide administrative et cléricale encourus pour l'établissement des dossiers d'adhésion.

CANADIAN COMPREHENSIVE AUDITING FOUNDATION

LA FONDATION CANADIENNE POUR LA VERIFICATION INTEGREE

NOTES AUX ETATS FINANCIERS - suite

DE LA DATE D'INCORPORATION, LE 28 FEVRIER 1980 AU 31 MARS 1981

4. PROJET DE RECHERCHE

Les coûts de la recherche sont représentés par les frais encourus pendant l'année pour le premier projet de recherche de la Fondation, intitulé: La Commission des comptes publics et les vérificateurs législatifs - une plus grande imputabilité. Le total des dépenses autorisées pour ce projet s'élève à \$125,000. Nous escomptons qu'il sera terminé pour la fin de l'année fiscale se clôturant le 31 mars 1982 et ce dans les limites du montant autorisé.

5. MODALITES DU BAIL

La Fondation a signé un bail de trois ans se terminant le 30 août 1983. Le loyer annuel s'élève à \$39,003, et est soumis à l'impôt et à l'entretien pour des clauses de révisions des prix.

6. DEPENDANCE ECONOMIQUE

Une proportion importante du revenu des cotisations à la fondation provient d'une seule source.

---

## MEMBRES DE SOUTIEN – 31 MARS 1981

---

Ackerman Accounting,  
Adams, Mann, Hinchey & Co.  
Arthur Andersen & Co.  
Beallor, Beallor & Burns  
Belanger, Chabot et Associés  
Bestwick and Partners  
Bureau du Vérificateur du Québec  
Campbell Sharp  
D. Chochinov & Co.  
Clarkson Gordon  
Cogan, Landori & Dubé  
Coopers & Lybrand  
Culver & Co.  
Currie, Coopers & Lybrand Ltd.  
Deloitte Haskins & Sells  
L. J. Duff & Associates  
Donald O. Fairholm, C.A.  
Ernst & Whinney  
Flynn, Tate & Co.  
Ford, Keast, Giles, Smith & Phillips  
Frazer & Otton  
Grant Economic Consultants Ltd.  
Michael Gurstein & Associates  
Harel, Drouin & Associés  
W. E. Henderson, R.I.A.  
R. D. Labelle Associates Inc.  
John McKay & Associates  
Malette, Girouard, Letendre Ltée.  
MacGillivray & Co.  
MacKillican & Associates  
Newbound & Co.  
Office of the Auditor General - Alberta  
Office of the Auditor General - British  
Columbia  
Office of the Auditor General of Canada  
Office of the Auditor General - Manitoba  
Office of the Auditor General - New  
Brunswick  
Office of the Auditor General -  
Newfoundland  
Office of the Auditor General - Nova  
Scotia  
Office of the Auditor General - Prince  
Edward Island

Palmer, Redly, Reed  
Peat, Marwick, Mitchell & Co.  
Peat, Marwick & Partners  
D. Perrigard & Co.  
Price Waterhouse Associates  
Price Waterhouse & Co.  
Program Planning Consultants  
Provincial Auditor of Ontario  
R.J. Quesnel & Associates  
Raymond, Chabot, Martin, Paré  
& Associés  
Robertson Consultants Inc.  
Samson, Bélair & Associés  
Sax, Zimmel, Stewart & Co.  
Thorne Riddell  
Thorne Stevenson & Kellogg  
Touche Ross & Co.  
Touche Ross & Partners  
Turcotte, Roy, Desmarais,  
Laurin & Cie  
Veritas Consultants Ltd.  
Viau, Rouleau, Brosseau et  
Associés  
Edward Wear, C.A.  
Woods Gordon  
2072 Enterprises Ltd.

---

## MEMBRES SOUSCRIPTEURS — 31 MARS 1981

---

Banque Nationale Canadienne

Canada Mortgage & Housing Corporation

City of Saskatoon

Credit Union Central of Ontario

Fanshawe College of Arts and Technology

Imperial Oil Limited

Laurentian University, School of Commerce

McMaster University

Ontario Lottery Corporation

Petro-Canada

Regional Municipality of Peel

Société des alcools du Québec

Workmen's Compensation Board of Ontario

University of Guelph

Ville de Québec

---

## MEMBRES INDIVIDUELS – 31 MARS 1981

---

Peter F. ACTON  
Eric R. ADAMS  
Keith W. ADAMS  
N. R. ADHYA  
Narinder Pal AHUJA  
K. T. ALDRIDGE  
George E. ALLEN  
Joseph G. ALLEN  
Pierre ALLEN  
Karim AMIN  
John M. ANDERSON  
Kenneth D. ANDERSON  
Rodney J. ANDERSON  
Stephen ANDREW  
Allan G. ANDREWS  
W.A.J. ARMITAGE  
Peter J. ARMSTRONG  
Rajula AHERTON  
Edwin F. ATKINS  
Raymond J. AUDET  
Neville H. AVISON  
Parminder BAJAJ  
Barry BAKER  
David M. BARNES  
C. W. BARRASS  
Douglas J. BARRINGTON  
Bernard P. BARRY  
D. A. BASCOMBE  
Donald C. BAXTER  
Micheline BEAUCHAMP  
Michael BEAUPRÉ  
Kenneth BELBECK  
Huguette BERTRAND  
Sattar Abdul BHATTI  
R. C. BILLING  
J. D. BIRKBY  
Adel F. BISHAI  
F. DENEULT-BISSONNETTE  
Ronald BLACKBURN  
Daniel V. BOGDA  
Jean-Pierre BOISCLAIR  
Jean-Louis BOLDUC  
James W. BOND  
David H. BONHAM  
Peter G. BOOMGAARDT  
Myles E. BOURKE  
C.B. BOWEN

Hugh BOWMAN  
William A. BRADSHAW  
John D. BRADT  
Donald J. BRENNEN  
Pierre BRIEN  
Otto BRODRICK  
Robert D. BROMLEY  
H. BROOKS  
M. BROSSEAU  
Linda BROUILLETTE  
Donald A. BROWN  
Gordon H.C. BROWN  
G. A. BROWN  
S.M.P. BROWN  
Claude BRUNETTE  
J. R. BUTLER  
Brian S. CAINE  
J. H. CAIRNCROSS  
Jorge CAMARGO  
Fredrick L. CANAVAN  
Richard G. CARBONNEAU  
Robert CARDINAL  
Marcel H. CARON  
John CARRIE  
Charles J.R. CARRIÈRE  
John J. CARSON  
Gordon R. CASSIDY  
Robert D. CATLOW  
Gilles CHABOT  
M. Guy CHAMBERLAND  
Maurice G. CHAMBERLAND  
Michael CHANG  
Rhéal CHATELAIN  
Rodolphe CHIKANI  
Warren CHIPPINDALE  
Guy CHOUINARD  
Gerald B. CHU  
Daniel CLAPIN-PÉPIN  
James R. CLAPP  
Edward G. CLARK  
William R. CLARK  
Douglas COBB  
Lloyd I. COCHRANE  
Vincent M. COLLINS  
Michael G. COLLYER  
William COLOTELO  
James Peter CONNELL  
Stephen M. COOPER

Richard A.B. COPE  
Brian CORBISHLEY  
O. P. CORMIER  
Raymond COUILLARD  
Philip COVSHOFF  
G. H. COWPERTHWAITTE  
Robert CRANDALL  
Kevan W. CRAWFORD  
Peter S. CROMBIE  
Mark CUDDY  
James E. CUNNINGHAM  
A. J. CURD  
Jim CURRIE  
Leonard A. CURTIS  
G. C. CUTHBERT  
Keith G. DALGLISH  
Thomas DALTON  
Robert D'AOUST  
Murray G.K. DAVIDSON  
Caroline E. DAVIS  
Ron DAVIS  
R. W. DAVIS  
Simon J. DAVIS  
Gordon Walter DAWSON  
Sylvester DE SOUZA  
D. J. DEEKS  
James L. DENHOLME  
Denis L. DESAUTELS  
André DESROCHERS  
Arun K. DEVA  
Elwyn W. DICKSON  
John D. DILWORTH  
Charles R. DOCHERTY  
Endre DOLHAI  
Patrick DOYLE  
Raymond DUBOIS  
Paul DUCHESNE  
Alistair J. DUFF  
L. J. DUFF  
Richard L. DUFRESNE  
Gordon DUNNET  
Claude DUSSEAU  
Craig EAST  
Ibratii EL-ERAKY  
Robert FAILLER  
T. D. FAUQUIER  
Marcel FERLAND  
Stan W. FIELDS

Kenneth C. FINCHAM  
Melvin W. FINLAY  
A. FLATEN  
Wilson C.H. FORD  
Andrew S. FOREMAN  
James Ian FORSYTH  
Vernon C. FOWKE  
Maurice FRADET  
Eric K. FRANTI  
Joseph FREAMO  
Guy FRECHETTE  
David L. FREEDMAN  
Philip FRIEDMAN  
Keith D. GARDNER  
Pierre GARNEAU  
Yvan GAUDETTE  
Jean-Marc GAUTHIER  
Paul M. GAUTHIER  
Thomassin GILLES  
Alan GILMORE  
Richard GLASS  
Ernest GLAUDE  
Jean-Paul GOBEIL  
Alain GODBOUT  
Yves E. GODBOUT  
Gordon G. GOLLIFER  
Romulo GONZALEZ  
Steven A. GOODMAN  
Marcel GOULET  
W. D. GRACE  
David J. GRANT  
Alain GRAVEL  
Hon. H.E. GRAY  
Evelyn J. GREENE  
Ross A. GREENWOOD  
Peter J. GREGORY  
J. GRUNDY  
Roy S. GUNN  
Kenneth S. GUNNING  
Douglas P. GUSE  
E. Romo y GUTIERREZ  
John P. HAMBLY  
Lorne F. HARDY  
Michael R. HARLE  
Dale HARLEY  
Stuart C. HARTLEY  
Barry D. HAWKINS  
Frank E. HAYES

Robert J. HAYWARD  
Donald HEASMAN  
Jacques G. HÉBERT  
Brian H. HELD  
Wilfrid H. HÉNAULT  
Gordon HENDERSON  
Ralph HENDERSON  
N. A. HENKELMAN  
Jacques HENRICHON  
Bruce D. HENRIKSON  
F. G. HEPBURN  
E. W. HERMAN  
Gordon HERMAN  
Donald L. HIGGINS  
Michael N. HOWE  
Eddy HUANG  
Daniel HUBLAU  
L. G. HUBLEY  
Gordon HUDSON  
Roy E. HUDSON  
Rudy HUISMAN  
Herb HUNT  
Patrick T. HUNT  
Al HUNTER  
Peter B.M. HYDE  
John INNES  
Khalid S. IQBAL  
Carlos A. ISOARD  
R.W.C. JACK  
Frederick H. JACKSON  
Richard JARVIN  
Marvin JASON  
Iqbal Singh JASWAL  
Gary M. JODOUIN  
Jon JOHNSEN  
Kenneth N. JOHNSON  
Peter JOHNSON  
Richard JOHNSTON  
Malcolm L. JORDAN  
Guy P. JUNEAU  
Robert JUNEAU  
T. KAPTEIN  
John J. KELLY  
Edward R. KENDRICK  
James G. KEOGH  
Edward T. KHALIL  
Ronald E. KIGGINS  
J. E. KIRSCHNER

Ursula C. KIRSCHNER  
Donald K. KITCHEN  
Frank C. KNIGHT  
John G. KOROS  
Robert L. KRISCHE  
Chung C. KWAN  
Stan KWAPISZ  
Fern A. LABELLE  
Claude LABERGE  
Patrick D. LAFFERTY  
Peter G. LAFLAIR  
Romeo LAFLEUR  
Yves LAFOND  
Robert R. LALONDE  
Jean-Marie LAMPRON  
Charles W. LANDREVILLE  
Claude D. LAROCHE  
Gérard LAROSE  
Pierre LAURIN  
Charles LAVOIE  
Benjamin D. LEBOE  
Claude LEMIEUX  
Kenneth Wm. LEMKE  
Morley LEMON  
Marc-André LEPAGE  
Emile J. LEROUX  
George J.I. LESLIE  
Richard P. LEWIS  
Gérard LIMOGES  
R. J. LINDBERG  
R. F. LINEKER  
Alan G. LITTLE  
Alwyn D. LLOYD  
Donald LOFRANCO  
Robert A. LONG  
Robert LORD  
Horst M. LOY  
Laurent M. LUPIEN  
Ted D. MacCORMAC  
Douglas J. MacDONALD  
Lyman J. MacINNIS  
Ian S. MacKINLAY  
R. D. MacLEAN  
Norman S. MacNEIL  
John H. MacPHERSON  
Murdo M. MacSWEEN  
James J. MACDONELL  
Peter MAERTENS

John MAGEEAN  
W. E. MAHON  
L. E. MARKS  
George MAROULIS  
David MARSHALL  
Ian McCALLUM  
J. McCARTHY  
John Gilles McCOOL  
John McCULLOUGH  
Brian J. McDONOUGH  
Paul McGEE  
Robert J. McINNES  
Edmund R. McINTYRE  
G. McINTYRE  
Jim McINTYRE  
John M. A. McKAY  
Michael J. McLAUGHLIN  
A. M. McNICOL  
E. F. McTAGGART  
Humberto MEJIA  
Colin MEREDITH  
H. J. MERRYWEATHER  
John MEYER  
D. L. MEYERS  
Barbara L. MICHALOS  
Gary MICHIN  
John MICK  
Garnett J. MILLARD  
Bonnie MILLER  
Hector M.B. MILLWARD  
W. A. MILROY  
Richard MINEAU  
Shahid MINTO  
Henno MOENTING  
Alan H. MOFFAT  
Marcel MOFFET  
Fernand D. MONTREUIL  
John R. MOONEY  
Ronald O. MOORE  
Raymond MORCEL  
M. G. MORGAN  
R. M. MORRIS  
Erma MORRISON  
John D. MORRISON  
Kenneth J. MORRISON  
Peter MOSTERT  
Kamath Ramanath MULKI  
Brian D. MULLIGAN

Douglas A. MYHILL  
Andrew J. NELSON  
Wm. F. NELSON  
Edward W. NETTEN  
D. J. NEUFELD  
Rodney NEWCOMBE  
Peter E. NEWDICK  
F. R. NICKERSON  
Robert NOEL  
F. W. NOFTALL  
Paul NOISEUX  
Louis-Paul NOLET  
Ronald H. NORDIN  
John P. O'BRIEN  
Rudolf OKKER  
Lyle K. OSLAND  
Michael OZERKEVID  
Donald H. PAGE  
Richard F. PALMER  
Paul M. PARÉ  
A. W. PARKS  
Norman PAVAN  
Parvez F. PAVRI  
Robert J. PELLAND  
Yves PELLETIER  
Yves PELLETIER  
Emile J.F. PEPIN  
Erik PETERS  
David PETRIE  
George T. PHILLIPS  
Paul PICARD  
Jean-Guy PINEAULT  
T. W. PIZZEY  
Jean-Pierre PLOUFFE  
Timothy PLUMPTRE  
John J. POIRIER  
Colin J. POTTS  
André POTVIN  
Roger POULIN  
Robert H. POWER  
Paul M. POWERS  
B. E. PRATT  
Gérald PRÉFONTAINE  
J. M. PRITCHARD  
John K. PROKASKA  
H. F. PROTHEROE  
Jacob RABINOWITZ  
William F. RADBURN

Allan RAE  
Wm. C. RAFUSE  
James RALSTON  
Lawrence N. RAPLEY  
Charles T. RAVEN  
M. H. RAYNER  
Frederick A. REID  
R. M. RENNIE  
Doug ROBINSON  
Ken ROBINSON  
R. B. ROBINSON  
Manuel L RODRIGUEZ  
Carballo ROGELIO  
D. W. ROGERS  
H. G. ROGERS  
H. W. RONGUE  
L. S. ROSEN  
Ruben J. ROSEN  
Glenn N. ROSS  
J. W. ROSS  
Phyllis ROSS  
Edward ROWE  
John ROWINSKI  
Eustace Gyedu SAFFO  
Vinod SAHGAL  
Luce L. SAINT-PIERRE  
D. D. SALMON  
A. W. SARTY  
Claude R. SAUL  
Allan D. SAVIDANT  
David E. SCHOLFIELD  
Randolf R. SCHRAMM  
Werner SCHWANTJE  
Ernest W. SCOTT  
F. N. SCOTT  
Al SCRIMGEOUR  
D. W. SCULLY  
Patrick J. SEARSON  
Gérard V. SEGUIN  
Donald G. SHASKE  
Trevor SHAW  
Wally A. SHERWIN  
Ellen SHILLABEER  
Sam SHIM  
Andrew SILBER  
David F. SILLS  
Gérald SINOTTE  
Alastair SKINNER

W. R. SLOAN  
Beno SMID  
Carl W. SMITH  
J. M. SMITH  
K. S. SMITH  
Michael A. SMITH  
Joseph SOLYMOS  
David Allen SPENCER  
Andre STAMBOULI  
Daniel F. STEINWALD  
F. I. STEPHENS  
F. N. STRANG  
Wayne K. STRELIOFF  
T. S. STROICH  
J. A. STRONG  
Peter G. STRUM  
Brad SULLIVAN  
Eugene G. SUMMONS  
Shiv SUNDARAM  
James M. SYLPH  
Bassirou TALL  
A. W. TASSIE  
A. M. TATTERSFIELD  
Kevan TAYLOR  
Richard J. TAYLOR  
E. A. TEMRICK  
Brian J. THOMPSON  
W. G. THOMPSON  
Hugh TIDBY  
Lawrence TING  
Frank Di TOMASO  
A. A. TOOR  
Martha TORY  
D. A. TOVELL  
Alec TRAFFORD  
Beverly TRIFONIDIS  
Guy TRUDEL  
Andy TSANG  
John TURNBULL  
William TUSKEY  
Jose Luis VALDOVINOS  
James Gerard VAN ADEL  
Gary R. VERNON  
Jacques A. VIEN  
Guy VILLENEUVE  
J. W. VINE  
Shiraz VIRANI  
Carl H. VOIGT

Ross WALKER  
Robert WALLACE  
Paul D.M. WARD  
Patrick WARNOCK  
Burt WATERS  
L. E. WATERS  
Joanne WATT  
James B. WAUGH  
John WEBER  
Michael S. WEIR  
E. WELLS  
Carla E. WESTHAVER  
Dennis E. WILBY  
W. J. WILKINSON  
Hart J. WILL  
John A. WILLIAMS  
David A. WILSON  
George G. WILSON  
Peter G. WILSON  
Colin E. WILTSHIRE  
George F. WINDSOR  
A.J. K. WINGATE  
Douglas H. WOOD  
Carole M. WORKMAN  
Iain Alexander WRIGHT  
Saul YAROS  
Donald M. YOUNG  
James G. YOUNG